

de dépasser la crise en substituant à la situation actuelle marquée par le chaos, un système basé sur des règles de discipline et sur les principes de justice dans les relations économiques internationales.

Pourtant, malgré la prise de conscience par certains pays industrialisés et leur conviction de la nécessaire restructuration de l'économie mondiale, le dialogue Nord-Sud n'a enregistré, jusqu'à présent, aucun progrès, du fait que le monde industrialisé continue dans son ensemble à imposer dans les domaines du commerce, du financement et de la technologie, des contraintes qui empêchent le succès des activités du Tiers-Monde tendant à la maîtrise du processus de développement, cette situation est le résultat naturel du refus de certains pays industrialisés d'entamer des négociations globales sur les voies pouvant mener à l'instauration d'un nouvel ordre économique international susceptible de réunir les conditions d'une relance véritable et d'un développement équilibré des pays en développement.

Il est évident que la bataille à mener en vue d'instaurer un nouvel ordre économique international continue de constituer l'une des principales missions de la lutte des peuples pour leur indépendance et leur libération économique et sociale.

La situation actuelle qui prévaut dans les relations internationales et les graves défis qu'elle implique, imposent au Tiers-Monde d'œuvrer à la formation d'un front commun pour combattre la politique d'exploitation, de pillage, de tentatives d'hégémonie et de domination et des attitudes de cynisme et d'arrogance et ce, malgré les différences des régimes politiques.

Cela signifie, en d'autres termes, que si le mouvement des pays non-alignés est tenu de poursuivre avec succès ses efforts en vue du dialogue Nord-Sud, il se doit également d'œuvrer en vue de l'instauration d'une coopération véritable entre les pays du Sud.

La coopération Sud-Sud est devenue plus que nécessaire : elle est, d'une part, le résultat naturel de la prise de conscience des pays du tiers-monde, en leur force politique, en leurs richesses naturelles et en leurs potentialités économiques.

Elle constitue, d'autre part, un moyen pratique et efficace pour le renforcement de leur solidarité par des programmes et des projets d'échanges qui consolident leur position vis-à-vis des blocs ; ce qui leur permet, malgré la différence des régimes et de choix politiques internes, de résister aux tentatives de domination politique et d'exploitation économique.

Ainsi, apparaît clairement l'importance du rôle historique assumé par la coopération Sud-Sud. Celle-ci ne constitue pas un substitut au dialogue Nord-Sud, ni une condition préliminaire : elle est un facteur essentiel pouvant aider à la reprise du dialogue Nord-Sud d'une part, et contribuer effectivement, d'autre part, à la restructuration de l'économie mondiale qui constitue l'une des tâches les plus importantes en cette période de fin de siècle.

A la lumière de cette conception, apparaît clairement le concept de la Révolution algérienne en matière de non-alignement qui ne signifie nullement

la neutralité absolue et négative vis-à-vis des causes dans le monde, mais la défense de l'indépendance nationale et des options fondamentales du pays. Il signifie également la contribution aux solutions et aux expériences de nature à donner une impulsion à l'humanité dans le sens de l'Histoire et de manière à préserver la paix et la justice dans le monde et à garantir plus de justice au niveau économique

### III — L'ALGERIE ET LE MONDE ARABE

L'Algérie, en tant que pays appartenant au tiers-monde et attaché au non-alignement, est une partie intégrante de la Nation arabe. Sur cette base, elle insère son action dans le cadre du combat unifié et dans la communauté de destin qui l'unit aux autres peuples arabes.

L'engagement de l'Algérie au plan arabe fait que sa solidarité avec le peuple palestinien devient plus qu'une nécessité. En effet, la question palestinienne est au fond de la conscience algérienne. De ce fait, l'Algérie considère que l'action pour la libération de la Palestine et de toutes les terres arabes occupées s'inscrit dans le cadre de sa propre libération. Sur cette base, la Révolution algérienne affirme, à cet effet, son engagement absolu.

L'Algérie croit en la réalisation de l'unité arabe et milite en vue de concrétiser cet objectif devenu une nécessité à l'ère des grands ensembles.

Dans ce cadre, l'Algérie continue à œuvrer dans le sens de l'élaboration d'une stratégie arabe unifiée permettant, grâce à la volonté politique, le dépassement des situations conjoncturelles, la mobilisation des importantes ressources et des nombreuses potentialités de la Nation arabe, en vue de parvenir à la réalisation des profondes aspirations arabes pour le parachèvement de la libération et la réalisation de l'unité et de l'instauration d'une paix juste.

La Ligue arabe constitue, à cet égard, le cadre adéquat pour l'instauration d'une coopération fructueuse entre ses membres.

Cependant, l'Algérie considère que la prise en charge de cette mission de manière convenable, impose à la Ligue arabe de réviser sa Charte et d'adapter ses structures en fonction de ses missions aux plans arabe ou international.

Le projet d'unité arabe exige la mise au point de plans pratiques, loin de toute improvisation et de tout esprit de manœuvre. Cette unité ne doit pas être soumise à des situations conjoncturelles provisoires car cette approche de l'unité, au lieu d'activer sa réalisation, ne fait que la retarder en provoquant d'amères déceptions. De là, les mutations économiques et sociales et les options politiques qu'elles impliquent au niveau des masses, deviennent le facteur décisif dans la réalisation de cette tâche historique.

L'importance de ce projet, quant au destin arabe, nécessite une analyse objective des expériences et tentatives vécues dans le passé en vue de parvenir à une conception à la fois saine et hardie qui donne